

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 09/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCEA ADAM

KERGOUESNOU
29260 KERNILIS

Références : AP N°201/2011AE du 09/08/2011 / RCE du 13/04/2018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement SCEA ADAM implanté KERGOUESNOU 29260 KERNILIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Risques de déversement accidentologie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA ADAM
- KERGOUESNOU 29260 KERNILIS
- Code AIOT dans GUN : 0052901240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Risques de déversement accidentologie

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques de déversement accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Sans objet
Sécurité et entretien des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 09/08/2011, article 1	/	Sans objet
Étanchéité des bâtiments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	/	Sans objet
Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	/	Sans objet
Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Sans objet
Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Sans objet
Absence de re jets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	Sans objet
Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Restructuration actuelle du site vers un atelier engraissement à terme et arrêt du procédé de traitement initialement autorisé- système EUROBIOSOR-

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2011, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : AP N°201/2011 AE du 09/08/2011
Constats : AP N°201/2011AE du 09/08/2011 pour les effectifs suivants: 623 reproducteurs, 2155 porcs charcutiers et cochettes non saillies et 2230 porcelets en post sevrage Effectifs le jour de la visite: 1850 porcs charcutiers et 1260 porcelets en post sevrage La SCEA ADAM exploite un 2ème site sur la commune de Plouvien / AP N°195/2011AE du 12/08/2011 pour les effectifs suivants: 494 reproducteurs, 3984 porcs charcutiers et cochettes non saillies et 2200 porcelets en post sevrage Le jour de la visite , les effectifs déclarés par le gérant de l'entité sont de 350 reproducteurs, 25 cochettes non saillies, 1400 porcs charcutiers et 880 porcelets en post sevrage L'exploitant est actuellement dans l'optique d'une rationalisation des 2 unités de production.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : La localisation des différents ouvrages prévus dans l'AP du 09/08/2011 (à l'initial au nom de la SAS LOAEC et Récépissé de Changement d'exploitant en date du 13/04/2018 au nom de la SCEA ADAM) a été modifiée - hangar de compostage et système de biofiltration de type "EUROBIOSOR". Le champ d'infiltration d'une surface de 600 m2 a quant à lui été abandonné. Un dossier de rationalisation des deux sites de production de la SCEA ADAM localisés sur les communes de Kernilis et Plabennec est en cours de réalisation: Pour le site de "Kergouesnou" en KERNILIS: - arrêt de l'activité naissage et site d'engraissement à terme avec création de places supplémentaires - démolition et reconstruction de nouveaux bâtiments et ouvrages de stockage, réaménagement de certains autres - reprise de terres en propre et diminution des prêteurs de terres / arrêt définitif du système biofiltre "EUROBIOSOR" Un dossier de réactualisation des conditions de fonctionnement devra être déposé pour le 31/12/2022.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étanchéité des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.
Constats : Les bâtiments d'exploitation ne présentent pas de fissures ou détérioration de la structure d'assise certains cependant apparaissent plus ou moins vétustes. Les fondations sont pour partie réalisées en béton banché et/ou parpaings
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Absence de fissures sur les préfosse sous bâtiments de l'exploitation. Sur les ouvrages de stockage de traitement par biofiltration "EUROBIOSOR" (à l'arrêt depuis fin 2021): - fosses de réception des lisiers de l'exploitation / fosse de réception des lisiers bovins de l'exploitation laitière du GAEC DE KERGOUESNOU(cessation d'activité actée) . Ces fosses sont actuellement vides ou en cours de vidange - fosses de décantation et de stockage des boues vides - système de biofiltration "EUROBIOSOR" composé de 2 bassins biofiltre (milieu filtrant de copeaux de bois, écorce ou tourbe ...)et d'un bassin de polissage rempli de billes de soufre . Les 3 bassins sont inutilisés et en cours de vidange.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
Constats : Système de canalisations enterrées, absence de visualisation de phénomènes de percolation de surface.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Contrôle visuel effectué sur site et mise à disposition des plans de réseaux de collecte des effluents.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Le réseau des eaux pluviales fait l'objet d'une canalisation en contrebas du site d'exploitation avec réception dans une zone de rétention des EP aménagée. Absence de souillures de la dite zone le jour de la visite.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Absence de rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
Constats : Absence de rejets directs dans le milieu naturel. A noter la création par le pétitionnaire d'un talus d'une base de 2.00 mètres et d'une hauteur de 1.50 mètres faisant office de rétention en cas de pollution éventuelle (localisation d'un ruisseau à proximité et affluent du cours d'eau de l'Aber Wrac'h)
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité et entretien des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage. Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus. L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents. Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées. Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu : — de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspiration) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018). Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.
Constats : Arrêt du procédé de traitement par biofiltration "EUROBIOSOR " depuis fin septembre 2021 Sur les ouvrages de stockage de traitement par biofiltration "EUROBIOSOR" : - fosses de réception des lisiers de l'exploitation / fosse de réception des lisiers bovins de l'exploitation laitière du GAEC DE KERGOUESNOU(cessation d'activité actée) . Ces fosses sont actuellement vides ou en cours de vidange - fosses de décantation et de stockage des boues vides - système de biofiltration "EUROBIOSOR" composé de 2 bassins biofiltre (milieu filtrant de copeaux de bois, écorce ou tourbe ...)et d'un bassin de polissage rempli de billes de soufre . Les 3 bassins sont inutilisés et en cours de vidange. - lagune d'une capacité de 5000 m3 en cours de vidange avec à terme un potentiel reclassement en réserve incendie Des précisions devront être apportées quant aux modalités de vidanges et d'évacuation des bassins biofiltre et polissage. La traçabilité des épandages des ouvrages de stockage boues et effluents devra être elle aussi démontrée.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Déclaration annuelle des flux d'azote réalisée conformément aux dispositions réglementaires.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet